



Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Arnaud MOYNIER

Solidarités - Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) pour la construction de 290 logements sociaux étudiants - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche, la Métropole met en œuvre une politique cohérente et inclusive, visant notamment une interaction efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ces domaines est de nature à accroître l'attractivité du territoire métropolitain.

Par ailleurs, compte tenu de sa croissance démographique soutenue, alimentée notamment par l'arrivée d'étudiants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre au titre de sa compétence en matière d'habitat, une politique volontariste en faveur du logement étudiant. Celle-ci permet de répondre aux besoins spécifiques de ces publics, en favorisant notamment la production d'une offre locative sociale adaptée à leurs revenus.

Ainsi, au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat Plan Etat-Région 2021-2027, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer au projet de création d'une résidence étudiante porté par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Dans ce cadre, le CROUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation d'une résidence prenant place Voie Domitienne à Montpellier et comprenant 290 logements locatifs sociaux étudiants financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Emmanuel NEBOUT, le programme développe une surface habitable de 6 487 m² selon la typologie suivante : 290 T1.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base 1 000 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé de la manière suivante :

Coût total de l'opération	21 350 000,00 €
Subvention Etat CPER	1 160 000,00 €
Subvention Région CPER	1 160 000,00 €
Subvention CNOUS	3 000 000,00 €
Prêt CDC Logement	14 000 000,00 €
Fonds Propres CNOUS	1 030 000,00 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole CPER	1 000 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 1 000 000 € au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la construction de 290 logements locatifs sociaux étudiants, résidence « *Voie Domitienne* », Voie Domitienne à Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la

convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-231052-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONV Subv Voie Domitienne.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.